



relaxnews

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2012



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire à l'effet de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2012 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Lors de l'Assemblée, vous entendrez également la lecture des rapports de la société CHRISTIAN PRADON AUDIT, représentée par Philippe COHEN, le commissaire aux comptes.

Les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

SITUATION DE LA SOCIETE ET SON ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Durant le dixième exercice de la société, clos le 31 décembre 2012, l'activité de la Société a été la suivante :

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 7.285.013 Euros. Les charges d'exploitation se sont élevées à 8.918.056 Euros. Le résultat d'exploitation ressort à - 1.372.683 Euros. Le résultat financier s'est élevé à - 350.683 Euros. Le résultat net s'élève à - 1.617.561 Euros. Le résultat exceptionnel ressort à +215.502 Euros, du fait notamment du dédit commercial Redcats (200k€) et de la garantie de passif obtenues sur le redressement du CIR de la société Street Café (108k€).

RESULTATS DE CETTE ACTIVITE

L'exercice clos le 31/12/2012 se traduit par une perte nette d'un montant de - 1.617.561 Euros intégrant toutefois un résultat exceptionnel de 215.502 Euros. Le résultat d'exploitation de la société s'est dégradé par rapport à 2011 (-187.913 Euros en 2011 versus - 1.372.683 Euros cette année).

Ce résultat traduit :

- Le maintien de la rentabilité on demand à 8.4% d'EBIT avec un CA de 4 142k€ ;



relaxnews

- Au sein du pôle animation :

. Le développement de l'activité régie éditoriale qui génère un CA de 684k€ et un taux d'EBIT de 22.7% ;

. La contre performance de l'activité e-comnewsity dont le socle de CA (fonds de commerce Hoosta) a fortement baissé en 2012 (334k€ versus 416k€ en 2011 et 500k€ en 2010) pendant que le développement commercial prévu était beaucoup plus lent que prévu. Les seuls frais de personnel sur cette activité représente à eux seuls 560k€. Le différentiel entre le CA réalisé et le CA visé est de 964K€.

Concernant le fil d'information, l'international continue comme prévu à peser (- 886 K€) sur les comptes mais constitue un levier de croissance et de valeur importants étant la position en train d'être prise sur le marché.

Comme détaillé dans l'annexe, les comptes 2012 intègre plusieurs provisions pour risques et charges pour un total de 333k€ afin de couvrir notamment :

Des litiges salariaux ((60k€),
Des frais de licenciement (32k€),
Des provisions pour impôts -redressement CIR- (62k€)
Des provisions pour prime de remboursement des obligations (154k€)
Des provisions pour risques de non recouvrement du dépôt de garantie des anciens locaux

La perte de l'exercice intègre un résultat exceptionnel de 215k€.

PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES

2012 a été une année marquée par :

. Réalisation de la TUP avec la société Street Café en date du 1^{er} janvier 2012 ;

. Augmentation de capital d'un montant de 800.000€ en juin 2012 avec OTC ;

. Le développement de l'activité Régie éditoriale avec la signature d'un contrat important avec MSN portant sur plus de 25 salariés en régie.

. Augmentation de capital d'un montant de 250.000€ en décembre 2012 avec la Française Assets Management ;

. La mise en plan en fin d'année d'un plan de réorganisation et de licenciement ayant abouti sur la suppression de 10 postes (5 démissions non remplacées, 3 ruptures conventionnelles et 2 licenciements économiques).



relaxnews

ACTIVITES DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

L'agence a maintenu ses activités de recherche et développement en 2012 avec son projet Relaxmultimédias 2 et son nouveau projet Relax-content-affinity. Aucune subvention liée aux activités de R&D n'a été comptabilisée dans les comptes 2012.

Le projet "relax content affinity" vise à mettre en œuvre des outils, contenus et services autour de ces données :

- Des outils de veille temps réel et mécanismes d'alertes, d'identification de tendances et d'influenceurs
- De nouveaux contenus de type indicateurs, baromètres et sondages annotables
- Des services clients innovants pour identifier les contenus qui intéressent les communautés des médias et des marques (relax-content-affinity).

Ce projet a d'ores et déjà fait l'objet d'une labellisation par Cap Digital en novembre 2012.

Les frais de recherche et de développement sont amortis sur 5 ans dont 188k€ en 2012. Les coûts de développement se sont élevés à 204 657 Euros pour 2012.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a pour objectif de mettre en œuvre le plan stratégique « Relax Aboutir » défini au dernier trimestre 2012.

Ce plan comporte les leviers suivants :

- . un aboutissement de l'organisation permettant d'en accroître l'efficacité tout en réduisant significativement les coûts,
- . le rapprochement entre Relaxnews et Relaxevents,
- . une accélération du développement commercial et de l'innovation avec comme axes le digital, les marques, l'international et la vidéo.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LE 25 AVRIL 2013

Néant.

ANALYSE OBJECTIVE ET EXHAUSTIVE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE (ENDETTEMENT)

Cf. annexe.



MODIFICATIONS APORTEES AU MODE DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS OU AUX METHODES D'EVALUATION SUIVIES LES ANNEES PRECEDENTES.

Néant.

TABLEAU FAISANT APPARAITRE LES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DE CHACUN DES EXERCICES AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Cf. Annexe

DEPENSES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES

Les dépenses somptuaires ont été réintégrées fiscalement pour un montant de 9 203€.

Au niveau des dépenses non déductibles, sont à noter :

- la provision de cotisation à l'ORGANIC
- les contraventions
- la TVTS
- la Q/P d'amortissement non déductible des véhicules de tourisme
- la provision pour charges (coûts de licenciements économiques)
- la provision pour impôts (redressement CIR Street Café)

INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

En application de l'article L.441-6-1 et D.441-4 du code de commerce, nous vous présentons dans le tableau suivant la décomposition à la date du 31 décembre 2011 et du 31 décembre 2012 du solde des dettes de la société à l'égard de ses fournisseurs par date d'échéance :

Dettes fournisseurs au 31 décembre 2011 :

615K€ dont 470K€ à moins de 45 jours/ 94K€ à moins de 60 jours / 51K€ à plus de 60 jours.

Dettes fournisseurs au 31 décembre 2012 :

589K€ dont 478K€ à moins de 45 jours / 21K€ à moins de 60 jours / 90K€ à plus de 60 jours.

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

+ de 1/20	SC DONCIEUX FRERES
+ de 1/10	M. Pierre DONCIEUX
+ de 1/5	M. Jérôme DONCIEUX - HABERT DASSAULT FINANCE SARL
+ de 1/3	
+ de 2/3	



relaxnews

ACTIONNARIAT DU COMITE DE DIRECTION

En date du 22 janvier 2009, les actionnaires ont autorisé la mise en place d'un plan d'attributions gratuites d'actions ordinaires au profit de cinq salariés membres du comité de Direction de la société, conformément aux dispositions de l'article L225-197-1 du Code de commerce.

En 2011, ont été allouées les actions gratuites suivantes :

- Nadège Andrisse, en sa qualité de salarié de la société RELAXNEWS et de membre du Comité de direction, 9.450 actions ;
- Mathieu Bully, en sa qualité de salarié de la société RELAXNEWS et de membre du Comité de direction, 9.450 actions.

En 2013, les autres membres du comité de direction potentiellement bénéficiaires des 28 350 actions gratuites sont :

- Rémy ANGEL, en sa qualité de salarié de la société RELAXNEWS et de membre du Comité de direction, 9450 actions ;
- Emmanuelle Charpentier, en sa qualité de salarié de la société RELAXNEWS et de membre du Comité de direction, 9450 actions ;
- Pierre Sommé en sa qualité de salarié de la société RELAXNEWS et de directeur adjoint de la rédaction on demand, 4725 actions ;
- Sylvie Sanabria, en sa qualité de salarié de la société RELAXNEWS et de directrice ajointe de la rédaction fil, 4725 actions.

La durée des périodes d'acquisition des actions est fixée à deux ans et s'ouvre à compter 1^{er} mai 2013 avec une fin de période d'acquisition à avril 2015 et de conservation à mai 2017.

TABLEAU RECENSANT LES DIVIDENDES VERSES AU TITRE DES TROIS DERNIERS EXERCICES ET L'AVOIR FISCAL CORRESPONDANT

Néant

ACTIONS DETENUES EN PROPRES

La société détient au 31/12/2012 8418 actions propres dans le cadre de son contrat de liquidité.

ACTIONS DETENUES PAR LES SALARIES

Conformément à l'article L225-102 du code de commerce, les actions détenus par les salariés se portent au nombre de 18900 soit 1.34%.



TABLEAU SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Tableau des délégations en matière d'augmentation de capital

	Date d'effet	Durée de la délégation	Conditions
Mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions art L,225-209,1 du code de commerce	AGO 10/11/11	18 mois	Cours maxi de 18€ l'action - Seuil maxi 10% du capital et 1,5M€ d'achats de titres
Augmentation de capital par incorporation de réserves, primes, bénéfiques ou autres	AGO 10/11/11	26 mois	Montant maximum 200,000€
Augmentation de capital par émission d'actions ou de VM avec maintien du DPS	AGE 10/11/11	26 mois	Montant maximum 250,000€ de nominal
Augmentation de capital par émission d'actions ou de VM avec suppression du DPS par une offre au public	AGE 10/11/11	26 mois	Montant maximum 250,000€ de nominal/an
Augmentation de capital par une ou plusieurs offres visées à l'article L,411-2 II (placements privés) du code monétaire avec suppression du DPS	AGE 10/11/11	26 mois	Montant maximum 200,000€ de nominal/an
Augmentation de capital avec suppression du DPS au profit de salariés ayant adhéré à une plan d'épargne entreprise	AGE 10/11/11	26 mois	Montant maximum 30,000€
Augmentation de capital aux bénéfiques des mandataires sociaux au sens de l'art L,225-197-2 du code de commerce et des salariés des actions gratuites	AGE 10/11/11	38 mois	Montant maximum 10% du capital
Délégation de compétence à des fins de consentir au salariés ou mandataires sociaux, des option donnant droit à la souscription d'actions nouvelles	AGE 10/11/11	38 mois	Montant maximum 10% du capital
Augmenter le montant des émissions en cas de demande excédentaire	AGE 10/11/11	26 mois	15% de l'émission initiale
Délégation de compétence à des fins d'émettre des BSPCE avec suppression du DPS	AGE 10/11/11	18 mois	Montant maximum 150,000 bons
Augmentation de capital avec suppression du DPS au profit de personnes physiques dont la souscription est éligible à la réduction d'impôt de solidarité	AGE 13/06/12	18 mois	Montant maximum 200,000€
Augmentation de capital avec suppression du DPS dans le cadre d'offres visées au II de l'article L,411-2 du code monétaire financier	AGE 13/06/12	26 mois	Montant maximum 200,000€

FILIALES, PARTICIPATIONS CONTROLEES ET AUTOCONTROLE

SAS RELAXEVENTS, créée en mars 2011, SAS au capital de 500.000€.

Cette société est détenue à hauteur de 60% par Relaxnews, Pages Jaunes détenant les 40% restant. Elle emploie à ce jour 14 salariés.

PARIS MODE ARCHIVES créée en juillet 2011, SARL au capital de 20.000€ détenu à hauteur de 50% par Relaxnews et 50% par Marie-Christiane Mareck. Cette société a pour activité l'exploitation et la commercialisation des archives des sociétés Paris Mode Production.

Pour rappel : l'agence a racheté de 100% des titres de la SAS STREET CAFE en date du 11 octobre 2011. Cette société avait pour activité l'édition, la diffusion, la publication de magazines de presse et d'ouvrages. Sa spécialité est la création, l'animation et la



relaxnews

fourniture de contenu de mini-sites internet ou blogs pour ses clients (activité de web agency). Cette opération a été faite exclusivement en titres (augmentation de capital). La société a été tuppée à Relaxnews en date du 1^{er} janvier 2012.

PROPOSITION D’AFFECTATION DU RESULTAT

Il est proposé d’affecter le résultat de l’exercice qui s’élève à un montant de – 1 617 561 euros en totalité au report à nouveau.

AUTRES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Monsieur Emmanuel Coquoin est gérant des sociétés Les Ateliers du Pavillon Choiseul SARL, BFB SARL et SF&D. Il est également administrateur de la société APOCOPE.

Monsieur Frédéric Doncieux est administrateur de la société Europa Organisation.

Monsieur Mathieu Pigasse est administrateur des sociétés suivantes :

- . Groupe Derichebourg
- . Groupe Lucien Barrière
- . Théâtre du Châtelet
- . Les Editions indépendantes (société éditrice du magazine Les Inrockuptibles)
- . BSKyB

Il est par ailleurs, co-actionnaire du Groupe Le Monde et du Huffington Post France.

Monsieur Jérôme Doncieux est gérant de la Société Civile DONCIEUX.

Madame Sandrine Murcia est gérante des sociétés Spring Lab et Mind Blush.

Elle est également administrateur de Silicon Sentier et de Renaissance Numérique.

EVOLUTION DU TITRE COTE EN BOURSE

Le cours de l’action Relaxnews, cotée pour la première fois sur le marché Alternext en décembre 2011 à 11.75€ a évolué de la manière suivante :

- Au 01/01/2012 11.70€
- Au 31/03/2012 8.85€
- Au 30/06/2012 8.20€
- Au 30/09/2012 10.00€
- Au 31/12/2012 8.49€



relaxnews

MODIFICATION DES STATUTS

Modification du capital social :

Article 6. - Capital social.

Le capital social est fixé à la somme de 281 074.80 euros, réparti en 1.405.374 actions d'une valeur nominale de vingt centimes (0,20) d'euro chacune, entièrement libérées.

CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.225.38 DU CODE DE COMMERCE

Néant

La société a ouvert un compte courant au profit de sa filiale la SAS Relaxevents en mars 2012. Au 31 décembre, il y avait 200k€ en compte au profit de Relaxnews.

Vous entendrez lecture du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce.

Les projets de résolutions qui vous sont soumis reprennent les principaux points de ce rapport, nous vous remercions de bien vouloir les approuver, comme nous vous remercions de votre confiance et de votre collaboration.

Le Conseil d'administration

RESULTAT DES 5 DERNIERS EXERCICES

EXERCICES CONCERNES	2008	2009	2010	2011	2012
NATURE DES INDICATIONS					
Capital en fin d'exercice					
Capital Social	201 250	189 970	189 970	263 562	281 075
Nombre des actions ordinaires existantes	20 125	18 997	18 997	1 317 813	1 405 374
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
Par conversion d'obligations					
Par exercice de droit de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	6 535 652	4 936 241	5 791 826	6 485 639	7 285 013
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	307 611	(575 307)	(183 965)	331 461	(880 547)
Impôts sur les bénéfices (crédit d'impôt)	3 750	3 750	0	0	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	122 793	(893 594)	(542 112)	18 747	(1 617 561)
Résultat distribué	0	0	0	0	0
Résultats par actions					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	15,10	(31,33)	(9,68)	0,25	(0,63)
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	6,10	(47,04)	(28,54)	0,01	(1,15)
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	39	37	56	62	88
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 143 823	3 181 466	3 352 513	3 498 083	4 568 679
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales etc...)	1 260 500	1 368 160	1 438 077	1 506 154	1 950 819

Tableau 2 : analyse détaillée du chiffre d'affaires

"RELAX STATISTIQUES"

LES CLIENTS RECURRENTS ET REGULIERS REPRESENTENT 93% DES REVENUS

REGULARITE □ Ponctuel / Régulier / Récu	2008	2009	2010	2011	2012
1-Récurrent	80	86	84	90	88
2-Régulier	8	9	7	6	5
3-Ponctuel	13	5	8	4	7
En %	100	100	100	100	100

UN FONDS DE COMMERCE SOLIDE, DES RELAIS DE CROISSANCE IDENTIFIES

CA en K€

Type	2008	2009	2010	2011	2012
1-MEDIA	5 621	4 056	4 723	4 777	4 862
2-MARQUES	497	533	460	1 042	1 240
3-TELCOS	207	266	222	182	924
4-INSTITUTIONS	182	67	292	292	90
Total général	6 507	4 921	5 697	6 293	7 116



CHRISTIAN PRADON
A u d i t

COMMISSAIRE AUX COMPTES

CHRISTIAN PRADON

PHILIPPE COHEN

RELAXNEWS

Société Anonyme au capital de 281 074,80 euros

Siège social : 34, quai de la Loire, 75019 Paris

RCS Paris 431 284 835

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2012

26, avenue George V
7 5 0 0 8 P A R I S
Tél : 01 53 57 37 00
Fax : 01 53 57 37 10
www.cpradon.fr
contact@cpaudit.fr



SARL au capital de 19 400 €
SOCIETE INSCRITE A LA COMPAGNIE
REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES DE PARIS
TVA payée sur encaissements
SIRET 493 825 368 000119 – APE 6920Z
NIF FR 6 3 4 9 3 8 2 5 3 6 8

Membre indépendant du groupement



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SA RELAXNEWS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Principes comptables adoptés

- La note « j » de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives aux frais liés aux augmentations de capital. Ces derniers ont été comptabilisés en déduction de la prime d'émission. Nos travaux ont consisté à nous assurer du bien-fondé du traitement et de la présentation de la méthode appliquée.
- La note « a » de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations incorporelles :
 - o Frais de développement : dans le cadre de nos appréciations, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement.
 - o Fonds de commerce : nous avons vérifié le caractère approprié du mali technique comptabilisé en fonds de commerce suite à la Transmission Universelle de Patrimoine intervenue entre RELAXNEWS SA et STREET CAFE SAS au 1^{er} janvier 2012. Nous nous sommes assuré qu'il n'y avait pas lieu de constater une dépréciation à la clôture.

Estimations comptables

- La note « f » de l'annexe détaille les provisions pour risques et charges. Nos travaux ont consisté à revoir les bases sur lesquelles ces provisions ont été constituées et à vérifier que les notes de l'annexe fournissent une information appropriée.
- Le tableau « Filiales et participations » de l'annexe expose la situation des capitaux propres de chacune des filiales de votre société. Elle détient des titres de participation des sociétés RELAXEVENTS SAS et PARIS MODE ARCHIVES SAS. Nos travaux ont consisté à apprécier la situation des capitaux propres de ces sociétés et de s'assurer de la correcte évaluation des titres de participation et des créances qui y sont rattachés au regard des informations financières et économiques prévisionnelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

A Paris, le 26 avril 2013,



Philippe COHEN
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12

Edition du 25/04/13

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2012	Net (N-1) 31/12/2011
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	1 286 132	815 199	470 933	454 855
Concession, brevets et droits similaires	488 933	314 986	173 948	123 396
Fonds commercial	1 619 398		1 619 398	241 466
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 394 463	1 130 185	2 264 278	819 717
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	665 862	404 551	261 311	169 558
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	665 862	404 551	261 311	169 558
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	310 000	8 364	301 636	1 240 675
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	218 300	2 249	216 051	120 815
TOTAL immobilisations financières :	528 300	10 613	517 687	1 361 490
ACTIF IMMOBILISÉ	4 588 625	1 545 349	3 043 276	2 350 765
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	2 961 891	13 357	2 948 534	2 048 423
Autres créances	482 029		482 029	696 929
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	3 443 920	13 357	3 430 563	2 745 352
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	143 271		143 271	143 271
Disponibilités	204 725		204 725	2 570 208
Charges constatées d'avance	74 877		74 877	76 975
TOTAL disponibilités et divers :	422 873		422 873	2 790 454
ACTIF CIRCULANT	3 866 793	13 357	3 853 436	5 535 806
Frais d'émission d'emprunts à étaler	22 021		22 021	41 197
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	8 477 438	1 558 706	6 918 733	7 927 768



Bilan Passif

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2012	Net (N-1) 31/12/2011
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 281 075	281 075	263 563
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	6 940 803	6 016 115
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	(2 545 472)	(2 564 219)
Résultat de l'exercice	(1 617 561)	18 747
TOTAL situation nette :	3 058 845	3 734 205
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	3 058 845	3 734 205
Produits des émissions de titres participatifs	6 500	32 500
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES	6 500	32 500
Provisions pour risques	255 474	33 282
Provisions pour charges	95 061	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	350 535	33 282
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles	1 157 160	1 524 556
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	74 534	137 817
Emprunts et dettes financières divers	97 782	93 520
TOTAL dettes financières :	1 329 475	1 755 892
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		114 576
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	589 494	867 029
Dettes fiscales et sociales	1 522 623	1 183 575
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		68 305
Autres dettes		
TOTAL dettes diverses :	2 112 118	2 118 910
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	61 241	138 402
DETTES	3 502 834	4 127 781
Ecarts de conversion passif	19	
TOTAL GÉNÉRAL	6 918 733	7 927 768



Compte de Résultat (Première Partie)

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2012	Net (N-1) 31/12/2011
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	7 285 013		7 285 013	6 485 639
Chiffres d'affaires nets	7 285 013		7 285 013	6 485 639
Production stockée			204 657	243 933
Production immobilisée			24 850	86 473
Subventions d'exploitation			19 920	51 653
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			10 934	4 471
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			7 545 374	6 872 168
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			1 731 352	1 632 940
TOTAL charges externes :			1 731 352	1 632 940
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			178 385	138 192
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			4 568 679	3 498 083
Charges sociales			1 950 819	1 506 154
TOTAL charges de personnel :			6 519 498	5 004 237
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			382 509	284 201
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			13 357	
Dotations aux provisions pour risques et charges			92 198	
TOTAL dotations d'exploitation :			488 064	284 201
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			757	512
CHARGES D'EXPLOITATION			8 918 056	7 060 081
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(1 372 683)	(187 913)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2012	Net (N-1) 31/12/2011
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(1 372 683)	(187 913)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	143	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	857	44
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	97	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	1 096	44
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	164 837	
Intérêts et charges assimilées	186 645	75 554
Différences négatives de change	297	44
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	351 779	75 598
RÉSULTAT FINANCIER	(350 683)	(75 554)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(1 723 366)	(263 467)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	215 697	25 406
Produits exceptionnels sur opérations en capital	152 878	300 011
Reprises sur provisions et transferts de charges	13 282	
	381 856	325 418
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	81 205	14 691
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 037	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	84 113	28 513
	166 355	43 204
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	215 502	282 214
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	109 697	
TOTAL DES PRODUITS	7 928 326	7 197 630
TOTAL DES CHARGES	9 545 887	7 178 883
BÉNÉFICE OU PERTE	(1 617 561)	18 747



EVENEMENTS PRINCIPAUX, FAITS CARACTERIQUES DE L'EXERCICE

Réalisation d'une TUP avec notre filiale, la SASU STREET CAFE au 1er janvier 2012.

Augmentation de capital réalisée le 13 juin 2012

Levée de 800.000€ réalisée auprès d'OTC (59 216 actions nouvelles émises à 13.51€ l'action) , portant le capital à 275 405.80€.

Investissement dans un ERP, Yourcegid, pour 65k€ en 2012 (rappel 43k€ déjà engagé en 2011).

Remboursement partiel d'emprunt obligataire en juillet 2012 "conv OCA" pour un total de 283k€ et versement d'une prime de non conversion pour un total de 154k€.

Augmentation de capital réalisée le 21 décembre 2012

Levée de 250 002.90€ réalisée auprès de la Financière d'Uzes (28 345 actions nouvelles émises à 8.82€ l'action), portant le capital à 281 074.80€.

Développement commercial :

Signature d'un contrat de régie éditoriale 2012/2013 avec MSN : 553k€ de CA HT sur l'année 2012.

Mise en place d'un plan de réorganisation et de licenciement en fin d'année 2012 :

Suppression de 10 postes : Licenciement économique de 2 salariés, non remplacement de 5 salariés démissionnaires sur toute l'année 2012, ruptures conventionnelles avec 3 salariés dont une avec Orso Filippi, ex-gérant de la société Street Café.

Ouverture d'un contrat de liquidité en janvier 2012.



Immobilisations

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	1 081 475		204 657
Autres immobilisations incorporelles	591 425		1 624 886
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 672 900		1 829 543
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	72 116		35 886
Matériel de transport	13 860		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	427 264		181 874
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	513 240		217 760
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	1 240 675		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	120 815		98 782
TOTAL immobilisations financières :	1 361 490		98 782
TOTAL GÉNÉRAL	3 547 630		2 146 086



RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			1 286 132	
Autres immobilisations incorporelles		107 980	2 108 331	
TOTAL immobilisations incorporelles :		107 980	3 394 463	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers			108 002	
Matériel de transport	11 306		2 554	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		53 832	555 306	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	11 306	53 832	665 862	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		930 675	310 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		1 297	218 300	
TOTAL immobilisations financières :		931 973	528 300	
TOTAL GÉNÉRAL	11 306	1 093 785	4 588 625	

Amortissements

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.	626 620	188 579		815 199
Autres immobilisations incorporelles	226 562	88 423		314 986
TOTAL immobilisations incorporelles :	853 182	277 002		1 130 185
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	2 171	34 219		36 390
Matériel de transport	2 554			2 554
Mat. de bureau, informatique et mobil.	338 957	79 445	52 795	365 607
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	343 682	113 664	52 795	404 551
TOTAL GÉNÉRAL	1 196 864	390 666	52 795	1 534 736



VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	188 579		
Autres immobilisations incorporelles	68 017		
TOTAL immobilisations incorporelles :	256 596		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	34 219		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	72 518		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	106 737		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	363 333		

Amortissements (suite)

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :		
Frais d'acquisition de titres de participations		



TOTAL GÉNÉRAL

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	(41 197)		19 176	(22 021)
Primes de remboursem. des obligations				

Provisions Inscrites au Bilan

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12

Edition du 25/04/13

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				



Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	33 282	113 448	13 282	133 448
		62 863		62 863
		154 224		154 224
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	33 282	330 535	13 282	350 535

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation		10 613		10 613
		13 357		13 357
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION		23 970		23 970

TOTAL GÉNÉRAL	33 282	354 505	13 282	374 505
----------------------	---------------	----------------	---------------	----------------

État des Échéances des Créances et Dettes

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	218 300		218 300
TOTAL de l'actif immobilisé :	218 300		218 300
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	44 808	44 808	0
Autres créances clients	2 917 082	2 917 082	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	208	208	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 963	5 963	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	55 817	55 817	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	112 021	112 021	
Groupe et associés	200 143	200 143	
Débiteurs divers	107 877	107 877	
TOTAL de l'actif circulant :	3 443 920	3 443 920	0
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	74 877	74 877	
TOTAL GÉNÉRAL	3 737 097	3 518 797	218 300



ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	1 157 160	283 152	874 008	
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	74 534	74 534	(0)	
Emprunts et dettes financières divers	90 881	37 648	53 233	
Fournisseurs et comptes rattachés	589 494	589 494		
Personnel et comptes rattachés	218 989	218 989		
Sécurité sociale et autres organismes	582 957	582 957		
Impôts sur les bénéfices	65 292	65 292		
Taxe sur la valeur ajoutée	536 291	536 291		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	119 094	119 094		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	6 901	6 901		
Autres dettes				
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	61 241	61 241		
TOTAL GÉNÉRAL	3 502 834	2 575 594	927 241	

Charges à Payer

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12

Edition du 25/04/13

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	22 470
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	99
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	126 087
Dettes fiscales et sociales	470 341
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	8 428
Autres dettes	
TOTAL	627 425



Produits à Recevoir

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	221 769
Personnel	
Organismes sociaux	(17 555)
État	112 021
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	857
TOTAL	317 092

Audit légal
Commissaire aux comptes
CP AUDIT

Charges et Produits Constatés d'Avance

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	74 877	61 241
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	74 877	61 241



Composition du Capital Social

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13



CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	1317813	0,2
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	87561	0,2
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1405374	0,2

Liste des Filiales et Participations

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)			
RELAXEVENTS	(282 164)	60	(431 736)
2. participations (10 à 50% du capital détenu)			
PARIS MODE ARCHIVES	8 224	50	3 272
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			
2. participations non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			

Audit légal
Commissaire aux comptes
CP AUDIT

Engagements Financiers

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

ENGAGEMENTS DONNÉS		Montant
Effets escomptés non échus		
Avals et cautions		
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités		
Autres engagements donnés :		651 500
BNP	645 000	
OSEO	6 500	



TOTAL		651 500
-------	--	---------

ENGAGEMENTS RECUS		Montant
Avals et cautions et garanties		
Autres engagements reçus :		33 960
Engagement reçu dans le cadre de l'accord avec O. Filippi de prendre à sa charge une partie du redressement CIR Street Café. Cet engagement est garanti par 4000 actions de Relaxnews détenues par O. Filippi et nantis au profit de Relaxnews. Cours de l'action au 31/12/2012 8.49€	33 960	


TOTAL		33 960
-------	--	--------

Dettes Garanties par des Sûretés Réelles

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

RUBRIQUES	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	1 134 690
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	66 006
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	1 200 696



Rémunération Globale et par Catégorie des Dirigeants

SA RELAXNEWS

Période du 01/01/12 au 31/12/12
Edition du 25/04/13

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	Montant
Des organes d'administration Des organes de direction et de surveillance	280 510
TOTAL	280 510



Avantages en nature inclus

Règles et Méthodes Comptables

(Code du commerce - articles 9 et 11 - Décret n° 83 -1020 du 29 novembre 1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
 - Indépendance des exercices
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles :

Le poste autres immobilisations incorporelles comprend le fonds de commerce. La transmission universelle de patrimoine intervenue entre Relaxnews et la SASU Street Café au 1^{er} janvier 2012 a donné lieu à la comptabilisation d'un mali technique résultant de l'écart constaté entre l'actif reçu de la filiale absorbée et la valeur comptable de ses participations. Le montant du mali technique, inscrit à la rubrique fonds commercial, s'établit ainsi à 1 374k€. A la clôture de l'exercice 2012, aucune perte de valeur ou dépréciation n'est à constater.

Au cours de l'année 2012, les activités de recherche et développement se sont portées à 205 K€. Les éléments constitutifs de ce coût sont :

- Les salaires chargés du personnel directement engagés pour générer l'actif (heures passées en conception détaillée, programmation, tests et prise en compte de l'intégralité des frais d'hébergement internet).
- Les frais généraux nécessaires pour générer l'actif (proratation de 3/20 du loyer, des primes d'assurance et des frais de fournitures administratives et prise en compte de 25 % des frais d'hébergement internet).

Au titre de l'année 2012, ces dépenses de recherche et développement ont été portées en compte d'immobilisation.

Tous les frais immobilisés sont amortis sur 5 ans.

b) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|---------------|-------|
| - Logiciels | 2 ans |
| - Agencements | 3 ans |

- Matériel de bureau et informatique 3 ans
- Mobilier de bureau 10 ans
- Matériel de transport 4 ans



c) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Un provision pour dépréciation des titres Paris Mode Archives de 8363€ a été constituée au 31 décembre 2012.

d) Informations DIF

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF s'élevaient à 3941 heures. 56 heures de DIF ont été utilisées par les salariés en 2012.

e) Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées

Engagements retraite	Provisions	Non provisionné	Total
1. D.R.	-	129.789	129.789

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés ; les paramètres retenus pour ce calcul sont :

- Taux d'actualisation : 2.69%
- Taux annuel moyen d'évolution des rémunérations (inflation comprise) : 2%
- Le taux de turn-over retenu est estimé en fonction des statistiques de sorties propres à l'entreprise
- Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité Hommes et Femmes officielles
- Le nombre de trimestres à cotiser est déterminé conformément à la loi Fillon en fonction de l'année de naissance du bénéficiaire
- Le taux de charges sociales retenues est de 50% pour les cadres, 45% pour les non-cadres.
- Conditions de départ : à l'initiative du salarié

f) Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges concernent :

Des provisions pour litiges :

A hauteur de 60k€ des provisions pour litige avec des salariés faisant l'objet d'une procédure au Conseil de Prud'hommes.

A hauteur de 41k€ un risque de litige sur le recouvrement de notre dépôt de garantie dans nos précédents locaux.

Des autres provisions pour risques :

A hauteur de 154k€ des provisions pour risque de non conversion des emprunts obligataires OC2 et OC4 (OC que nous ne souhaitons pas convertir et sur lesquels nous avons la main).

Des provisions pour impôts :

Suite au redressement fiscal de la SAS STREET CAFE en septembre 2011, société tупée à Relaxnews au 1^{er} janvier 2012, une provision pour impôts de 62k€ a été constituée pour faire face à la remise en cause du CIR opérée par la SAS Street Café sur les années 2008, 2009 et 2010. Le redressement porte sur une somme totale de 174k€.

Des autres provisions pour charges :

A hauteur de 32k€ des autres provisions pour licenciement économique de deux personnes licenciées mi janvier. Provision non déductible fiscalement à hauteur de 14k€.

g) Subvention

La société a comptabilisé en 2012 un complément de subvention du fonds de modernisation d'aide à la presse de 4k€.

Les subventions à recevoir à fin décembre 2012 s'élèvent à 112k€.
Les subventions encaissées en 2012 s'élève à 25k€ (Ubifrance, Sofred, ANR)

h) Emprunt obligataire convertible

Remboursement partiel d'emprunt obligataire souscrit auprès de SIGMA GESTION en juillet 2012 pour une valeur totale de 283k€ et versement d'une prime de non conversion pour un total de 154k€ de prime de non conversion. La société a procédé au remboursement de 50% des OC2 et 4 sur lesquels elle avait la main.

i) Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au 31 décembre 2012 s'élèvent à 9 996€ au titre du contrôle légal des comptes pour l'exercice 2012.

j) Frais liés aux augmentations de capital

Les frais liés aux augmentations de capital ont été portés en diminution des primes d'émission soit 108k€ en 2012. Cette somme a été déduite fiscalement.

k) Contrat de liquidité

Dans le cadre de son contrat de liquidité, la société détient 8418 actions propres au 31/12/2012 d'une valeur de 71 468.82€.



CHRISTIAN PRADON
A u d i t

COMMISSAIRE AUX COMPTES

CHRISTIAN PRADON

PHILIPPE COHEN

RELAXNEWS

Société Anonyme au capital de 281 074,80 euros

Siège social : 34, quai de la Loire, 75019 Paris

RCS Paris 431 284 835

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 Décembre 2012

26, avenue George V
7 5 0 0 8 P A R I S
Tél : 01 53 57 37 00
Fax : 01 53 57 37 10
www.cpradon.fr
contact@cpaudit.fr



SARL au capital de 19 400 €
SOCIETE INSCRITE A LA COMPAGNIE
REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES DE PARIS
TVA payée sur encaissements
SIRET 493 825 368 000119 – APE 6920Z
NIF FR 6 3 4 9 3 8 2 5 3 6 8

Membre indépendant du groupement



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisé des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Convention autorisée

Concerne : RELAXEVENTS SAS

Personnes intéressées : Monsieur Pierre DONCIEUX directeur général de RELAXNEWS SA et Président de RELAXEVENTS SAS.

Nature et objet :

Convention signée le 1^{er} juin 2012 dans laquelle RELAXNEWS SA a consenti une avance en compte courant à sa filiale RELAXEVENTS SAS.

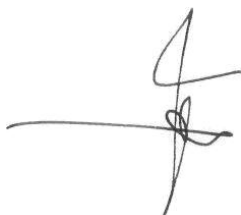
Rémunération du compte courant : taux annuel égal à la somme du taux EONIA et d'une marge d'un seizième (1/16^{ème}), soit une marge de 0,0625 l'an.

Au 31 décembre 2012, l'avance en compte courant s'est élevée à 200 000 euros et les intérêts à 142,50 euros.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

A Paris, le 26 avril 2013,



Philippe COHEN
Commissaire aux Comptes



relaxnews

ATTESTATION DES REMUNERATIONS

ATTESTATION DU MONTANT GLOBAL DES REMUNERATIONS VERSEES AUX CINQ/DIX PERSONNES LES MIEUX REMUNEREES

Exercice clos le 31 décembre 2012

Le montant global des rémunérations directes ou indirectes versées aux cinq personnes les mieux rémunérées par la société au cours de l'exercice clos le 31/12/2012 s'élève à 544865.10 €.

A Paris, le 13 mars 2013

Mr Jérôme DONCIEUX
Président du conseil d'administration

Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice 2012, nous attestons que le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées déterminées par la société, figurant sur le présent document et s'élevant à 544865.10 €, est exact et concorde avec les sommes inscrites à ce titre en comptabilité.

A Paris, le 13 mars 2013

Philippe COHEN
Commissaire aux comptes